

## **Evolution des pratiques, évolutions des représentations ? Petit retour sur le débat autour de la valorisation de la *darija* au Maroc**

Catherine MILLER

*IREMAM-CNRS, Université Aix-Marseille*

### **Introduction**

En Octobre 2013, le compte rendu dans la presse marocaine d'un colloque organisé par la Fondation Zakoura autour des questions de réformes de l'enseignement scolaire allait donner lieu à une énième mais néanmoins extrêmement forte polémique publique concernant l'éventualité d'un enseignement en *darija* 'arabe marocain', polémique qui allait connaître son pic le 27 novembre 2013 lors du face à face entre le publiciste Nourredine Ayouch et l'historien Abdallah Laroui durant l'émission télévisée '*Moubacharatan maakum*' sur la chaîne de télévision publique 2M qui aurait attiré près de 5 millions de spectateurs.

Je voudrais ici revenir rapidement sur les arguments, les objectifs, les acteurs de ce mouvement de valorisation/vernacularisation de la *darija* en en rappelant les acquis, réalisations et en m'interrogeant sur l'impact réel de ce mouvement sur le reste de la société (les représentations langagières ont-elles réellement évoluées ?) et sur les éventuelles convergences/divergences avec la militance amazighe.

## 1. Mouvement en faveur de la valorisation de la *Darija* : arguments, facteurs et acteurs.

### 1.1. Les Arguments

La base de l'argumentation justifiant une valorisation de la *darija* est bien connue : ce mouvement s'inscrit dans le Droit aux langues maternelles tel que défendu par les Institutions internationales (ONU, Banque Mondiale etc.) que ce soit concernant les langues ethniques, régionales, minoritaires ou ce qu'on appelle *les non-standard languages* (comme les créoles par rapport aux standards). L'usage et la reconnaissance des langues maternelles est un signe positif d'un bon IDH (indice de développement Humain). On retrouve ici le même argument de base que pour le mouvement culturel et linguistique amazighe mais dans un contexte sociolinguistique (ou de marché linguistique comme diraient certains) fondamentalement différent : L'amazighe étant présentée comme une/des langues/parlées minorées, menacées, en danger (donc dans la catégorie *Endangered Languages* qui est également devenue incontournable actuellement cf. Duchèsne et Heller 2007) qu'il faut 'protéger' via l'enseignement et le passage à l'écrit. A l'inverse la *darija* n'est pas menacée et est plutôt présentée comme en expansion sur le dos du berbère et s'adossant à une langue littéraire : l'arabe *fusha*.

C'est pourtant bien l'appréciation du rapport entre *fusha* et *darija* qui divise une partie de l'opinion.

Pour certains, le rapport entre les deux s'inscrit dans un rapport universel entre variété standard/variété non-standard ; variété écrite/variété orale. Ce rapport diglossique ne constituerait pas un réel problème de compréhension et ne nécessiterait pas une coupure radicale entre *darija* et *fusha*. Il peut tout au plus soulever des questions d'ordres didactiques et pédagogiques : comment rendre l'apprentissage de cette variété standard la plus attractive et la plus efficace possible ? Une position nuancée et intéressante en ce sens est celle développée par

l'anthropologue Abdallah Hammoudi dans une interview au journal Libération le 20/11/2013<sup>1</sup>

A l'inverse, les partisans de la valorisation de la *darija* considère qu'il y a un fossé insurmontable de compréhension entre la langue standard qui ne serait réservée qu'à une petite élite lettrée et le non standard seul médium accessible « au peuple ». Ils appellent donc à la nécessité de réformes allant dans le sens de plus de démocratisation et de modernisation en particulier dans le domaine de l'enseignement scolaire. Il faut promouvoir le non standard, l'anoblir en en faisant une langue écrite et littéraire (cf. le processus de vernacularisation Pollock 2006) et en faire une langue à part entière en s'inspirant de nombreux exemples d'un passé plus ou moins lointain comme le passage de l'égyptien ancien au copte au III<sup>ème</sup> siècle après JC, le passage du persan à l'ourdou au Pakistan et en Indes du nord à partir du XVI<sup>ème</sup>, le passage de l'ottoman au turc moderne au début du XX<sup>ème</sup> siècle, le passage du grec classique (*katharévoussa*) au grec moderne (*dhimotiki*) en 1976 après la chute de la dictature, la reconnaissance du catalan comme langue officielle après la chute de Franco, etc. Et évidemment l'exemple de la formation des langues romanes nées du croisement entre le bas latin et les langues autochtones est la grande référence que mettent en avant à peu près tous les acteurs/militants de la *darija*. Voir sur ce thème les éditos et articles de *TELQUEL*, les écrits de Moustafa Safwan auquel se réfèrent des gens comme Hakima Berrada à Casablanca, les nombreuses prises de position d'un traducteur comme Mourad Alami, les textes des colloques de la Fondation Zakoura, l'ouvrage de Fouad Laroui (2011), etc. etc. amplement décrits dans des articles antérieurs (Caubet 2005, Ellington 2013, Miller 2013).

A ce stade deux options se profilent pour les partisans d'une réforme linguistique :

a) Reléguer la *fusha* dans la case « langue classique/voir morte » pouvant être éventuellement enseignée comme langue littéraire permettant l'accès à un vaste corpus classique et la maintenir comme langue liturgique (à l'instar du latin,

---

<sup>1</sup> <http://www.maghress.com/fr/liberation/44153>

guèze, sancrit etc.) et construire en parallèle une langue moderne sur la base grammaticale/syntaxique de la *darija* avec différentes options potentielles d'enrichissement du vocabulaire (emprunts arabes, européens, et pourquoi pas berbère, néologismes, etc.)

b) marocaniser et simplifier la *fusha* pour la rendre plus proche des gens, en considérant qu'aujourd'hui ce qu'on appelle l'arabe standard moderne (ASM) a déjà beaucoup évolué dans le sens d'une simplification et d'une dialectalisation/régionalisation. La solution au fossé diglossique serait ainsi l'arabe médian. A rappeler que cette option de modernisation de la *fusha* était celle de la Nahda et n'a jamais vraiment été menée à son terme (Haeri 2003).

Ce qui pourrait apparaître comme deux options totalement différentes (partir du dialecte ou partir de la langue littéraire) peut éventuellement aboutir à un résultat relativement similaire si l'interpénétration entre les deux est importante. Dans le cas de l'ASM on constate que les descriptions canoniques ont de fait peu de choses à voir avec la réalité des pratiques et que partout l'ASM est en fait extrêmement pénétré par le dialectal. C'est depuis des années le postulat d'un chercheur comme Abderahim Youssi qui considère que l'arabe marocain moderne est de l'arabe médian et le montre bien particulièrement au niveau de la syntaxe (Youssi 1992, 1995).

Dans le cas du Maroc, ces options n'ont pas été tranchées politiquement puisqu'à l'inverse de l'amazighe la codification de la *darija* n'est pas prise en charge par une institution ou un groupe d'expert érigé en Autorités scientifiques, moral et politique (les experts de l'IRCAM dans le cas présent qui essaient eux de créer une langue standard commune amazighe qui paradoxalement introduit un nouveau rapport diglossique pendant que les partisans de la *darija* luttent eux contre celle diglossie). Chaque militant de la cause *darija* fait donc ce qu'il peut, ce qu'il veut, ce qu'il croit être le mieux dans le domaine comme on peut le voir en particulier dans les choix de graphies et de registres chez les traducteurs vers la *darija*. Avantage de ce flou : on n'établi pas les frontières fixes de ce qui serait ou pas la *darija* vis-à-vis de Arabe standard ce qui permet éventuellement l'élargissement de la définition de la *darija* à tel ou tel registre de langue.

Inconvénient : la diversité des choix graphiques notamment renforce les opposants dans l'idée que la *darija* c'est forcément l'anarchie.

## **1.2. Les facteurs et les acteurs : le Palais, la société civile et le néo-libéralisme**

Comme tous les observateurs l'ont signalé, le mouvement en faveur de la promotion/valorisation de la *darija* apparaît comme beaucoup plus visible et audible depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000 au Maroc et l'on peut considérer que l'éditoriale de *TELQUEL* en 2002 constitue un premier manifeste public. Comparé à la militance amazighe dont les mobilisations culturelles commencent dès les années 1960 avec l'AMREC et débouchent sur des manifestes comme la Charte d'Agadir en 1991, on constate qu'il y a un décalage certain entre les deux mouvements. Pourquoi une telle périodisation et qui en sont réellement les acteurs ?

Les facteurs politiques sont bien connus : un contexte de relative ouverture avec la mort d'Hassan II et l'arrivée de Mohammed VI dans un contexte international plus global où les grandes heures du pan-arabisme semblent bien révolues. Ceci accompagnant un contexte socio-économique renouvelé avec l'arrivée de nouveaux médias (les vagues des nouvelles radios en 2006 et 2009), l'ouverture des marchés, la hausse de la publicité, l'arrivée des téléphones portables, la vague internet etc. qui ont accéléré l'évolution des pratiques et la nécessité pour les acteurs économiques de s'adapter à cette loi du marché en utilisant une langue plus proche du quotidien. On peut donc considérer que le mouvement pro-*darija* surfant sur une rhétorique démocratique accompagne bel et bien l'émergence d'un nouvel ordre économique néo-libéral avec des nouveaux acteurs économiques y compris au sein du makhzen. Ceci semble avoir été bien compris par le Palais et surtout par un certains nombres d'acteurs du champ médiatique qui, de par leur place et leur profession, ont de fait contribué à donner une grande visibilité à ce mouvement. Même si la revendication pour la valorisation de la *darija* a été en grande partie portée par la société civile (Caubet 2008), ceci se fait avec plus ou moins l'aval du Palais et de certaines sphères économiques qui récupèrent cette

dynamique et la recyclent en faisant coexister *darija* avec modernité et patriotisme.

Les modalités de la récupération politique sont très différentes de celle de l'amazighe puisque dans le cas de la *darija* il n'y a pas eu un processus d'institutionnalisation officielle comme l'a été la création de l'IRCAM et la constitutionnalisation de l'amazighe. Mais, dans les deux cas, on ne peut que constater l'intelligence du pouvoir politique qui semble aller dans le sens des demandes sociales et répondre aux exigences les plus immédiates : 'sauver' l'amazighe en ordonnant sa codification et son enseignement dans un cas; 'démocratiser' l'espace public en laissant la *darija* se faufiler de plus en plus dans les interstices de la modernité.

Un symbole, parmi d'autres, de cette capacité à la récupération me semble être la fameuse main (issue de la marche des Beurs) et le fameux slogan *ma tqich bladi* apparu pendant les manif's de 2003 et aujourd'hui mise à toutes les sauces du patriotisme : la défense du Sahara, les mouvements pro ou anti 20 février, la lutte contre les pédophiles, etc. Ce slogan s'étalait dans les avenues de la capitale en 2011 sur les immenses panneaux publicitaires gérés par une société tenu par Majidi, conseiller et l'un des hommes clefs de l'empire économique royal.

On est bien à l'ère de la communication et de la pub, ce qui pose problème pour évaluer réellement l'ampleur du phénomène, son ancrage plus profond dans la société, son impact sur les représentations. On trouve presque autant de chercheurs occidentaux étudiant le phénomène que de traducteurs ou écrivains qui se mettent à écrire en *darija*.

Si les pratiques évoluent, si certains tabous tombent, est ce que les Marocains sont plus fiers de leurs langues maternelles ? Les enquêtes quantitatives effectuées depuis plus de trente ans au Maroc et portant sur les attitudes et représentations des locuteurs sur le statut des langues au Maroc tendent à indiquer que ces attitudes évolueraient très lentement que ce soit vis à vis de l'amazighe ou de l'arabe marocain (Bénitez et al 2013, Chekayri 2011). Mais la méthodologie de ces enquêtes quantitatives qui impliquent des réponses formatées et tranchées ne favorisent pas une approche plus nuancée et plus fluide des évolutions des

mentalités. Les débats et polémiques qui se déchaînent sur internet semblent indiquer qu'un nombre croissant d'internautes se passionnent sur ces questions mais ils sont souvent l'apanage de petits groupes dont il est difficile d'évaluer l'éventuelle représentativité. Une tendance cependant qui semble s'affirmer sur le web et dans les blogs : l'idée que les Marocains ne doivent pas avoir honte de la *darija*, qu'ils doivent en être fiers comme les Libanais, les Egyptiens et autres peuples arabes sont fiers de leurs parlers. Cette tendance étant fortement alimentée par l'interaction avec les TV satellitaires où talk-shows, programmes musicaux de style Arab Idole et autres créent de nouveaux espaces de compétitions nationales inter arabes.

## **2. L'éducation, nerf de la guerre : Retour sur une énième polémique**

Portées par la société civile et certains milieux médiatiques et économiques, de nombreuses initiatives plus ou moins clairement revendiquées et affichées ont vu le jour ces dix dernières années et ont fait évoluer le statut de la *darija* : le doublage des séries TV, les émissions de TV et radio, les pubs écrites et orales, les traductions, les premiers romans, les chroniques dans les journaux, l'écrit internet, les sms, quelques documents administratifs pour sensibiliser les citoyens marocains sur telle ou telle question, etc. etc. (voir Benitez et al pour un éventail de ces situations). Auquel on ajoutera tout récemment l'apparition de nouveaux sites web appelant à défense de la *darija* incluant des clips avec des médecins, des mathématiciens etc. Ces initiatives tout azimut non coordonnées ont toutes été plus ou moins critiquées au départ mais finissent toujours par faire leur chemin et semblent être dans l'ensemble acceptées sans trop de problèmes par la société. Nul doute, les pratiques évoluent bel et bien sans qu'il y ait consensus sur ce qu'on entend exactement par le terme *darija*.

Il y a toutefois un domaine où les crispations et les blocages sont extrêmement forts, c'est celui de l'éducation et d'un éventuel usage de la *darija* comme langue d'enseignement. On franchit ici une ligne 'rouge' comme l'a montré la polémique entre octobre et décembre autour de la 2<sup>ème</sup> conférence organisée par la Fondation

Zakoura du publiciste Nouredine Ayouch<sup>2</sup>, polémique qui apparait exemplaire des ambiguïtés actuelles.

Pourquoi cette polémique semble-t-elle encore plus exacerbée que celle qui a pendant longtemps concerné l'enseignement de la langue amazighe ? Le parallèle avec l'enseignement de l'amazighe est de fait peu opérant, car s'il est devenu officielle depuis 2003, il s'agit exclusivement d'enseigner l'amazighe comme « matière » et non pas de l'utiliser comme médium d'enseignement. A ce titre l'entrée de l'amazighe à l'école ne remet pas en cause l'enseignement en *fusha*. Dans le cas de la *darija*, il s'agit d'emblée de l'enseigner comme médium (pour une durée plus ou moins longue selon les propositions), ce qui fragilise donc automatiquement la position de la *fusha* et surtout pose l'autonomisation de la *darija* vis-à-vis de la *fusha*. Et l'on remarque que la polémique autour d'un enseignement en langue maternelle autour du colloque Zakoura a, à ma connaissance, complètement évacué la question de l'enseignement de l'amazighe comme médium et s'est focalisé sur la *darija*, alors que les recommandations concernaient à la fois amazighe et *darija* et que le Colloque portait officiellement sur la crise de l'enseignement au Maroc sous tous ses aspects.

## 2.1 Les Recommandations du Colloque « Le Chemin de la Réussite »

Ce colloque organisé le 4-5 octobre 2013 fait suite à un discours royal du 20 aout 2013 qui pointait les disfonctionnement de l'enseignement au Maroc et la nécessité urgente d'y faire face (nécessité qui est mentionnée depuis plus de vingt ans..). La Fondation Zakoura qui développe depuis x années des programmes d'alphabétisation en zones rurales peut se prévaloir de cette expérience de terrain pour légitimer l'organisation de cette conférence. Elle invite de nombreux experts

---

<sup>2</sup> Voir sur hespress.com, lien pour de nombreux articles en particulier dans l'Economiste, le Maroc Aujourd'hui, Ahdath Maghrebiyya, Akbar al yom etc.

<http://www.maghress.com/fr/search?q=%C2%AB+La+darija+doit+%C3%AAtre+enseign+%C3%A9e+%C3%A0+l%27%C3%A9cole+%C2%BB>



‘étrangers’ dont des universitaires, des représentants de la Banque Mondiale, Microsoft, American Institute of Research etc. plus deux conseillers du Palais (Fouad El Himma et Omar Azziman) et plusieurs anciens ministres de l’éducation dont Rachid Belmokhtar qui sera quelques jours plus tard de nouveau nommé Ministre de l’Education et que l’on dit ouvert et favorable à toutes ces propositions. Il s’agit donc bien d’un colloque sous parrainage royal, même si celui-ci n’est pas officiel. La fondation avec déjà organisé en 2010 un premier colloque sur les questions de langues (Colloque Zakoura 2010) mais ici l’objectif est plus large puisqu’il est organisé autour de cinq grands thèmes (Colloque Zakoura 2013) :

Table ronde inaugurale :

Le temps du politique et le temps de l’éducation .....	p. 23
• Thème 1 : L’enseignant, un acteur central .....	p. 58
• Thème 2 : Langues nationales, langues d’avenir .....	p. 117
• Thème 3 : Education et employabilité.....	p. 182
• Thème 4 : Ecole privée et école publique, modèles de réussite.....	p. 205
• Thème 5 : La société civile et l’éducation.....	p. 262

L’ensemble des documents publiés (recommandations et Actes du Colloque) indique que beaucoup de questions sont abordées incluant les questions administratives et structurelles, le manque d’accumulation de l’expérience, le rapport public/privé, la formation professionnelle, etc. On note également la référence constante à la Charte Nationale sur Education et Formation de 1999 et à la nécessité de la mettre à jour et d’appliquer ses résolutions. Le Colloque veut donc s’inscrire dans la continuité d’une politique royale qui dépasse les contingences des changements de gouvernement.

Les recommandations (30 pages) allient pur exercice de discours makhzénien et propositions concrètes/techniques qui relèvent souvent/parfois d’un vœux pieu en reprenant ce que serait un système éducatif idéal un peu déconnecté de ce qui semble faire la réalité du système éducatif marocain. Un

exemple de ce style makhzénien apparaît clairement dans le volet *le temps du politique* : «Le régime monarchique qui s’inscrit dans la durée, et à qui la Constitution accorde toutes les prérogatives sur les questions stratégiques du pays » est considéré comme « l’un des atouts majeurs dont le Maroc dispose pour mener à bien une politique efficace et unifiée ». La Régionalisation est perçue comme « une chance pour la réforme éducative » et « est la condition nécessaire pour un système éducatif performant ». Au niveau d’une référence à un système éducatif idéal on notera par exemple la référence à l’enseignant comme « acteur central qui doit répondre aux besoins des élèves. Il doit devenir un modérateur/animateur plus qu’un transmetteur de savoirs, dans la mesure où la technologie joue désormais un rôle plus important dans la transmission des connaissances ».

Regardons maintenant de plus près les recommandations du Colloque sur la question des langues nationales présentées dans le **PANEL 2 : Langues nationales, langues d’avenir.**

L’objet du panel est de répondre aux questions suivantes : « Quelles langues faudrait-il enseigner? Avec quelle méthode ? Comment gérer les questions du multilinguisme, de la diglossie, des langues maternelles ? ».

Avant de répondre à ces questions, le rapport part d’un constat :

« Le constat est terrible : les résultats de plusieurs études révèlent que les apprenants du niveau de la sixième année du primaire ne maîtrisent pas les langues d’enseignement (6% maîtrisent l’arabe et 1% le français). L’échec est sans appel. Le choix aujourd’hui n’est pas entre nos langues et celles du reste du monde, mais entre s’isoler et s’ouvrir. Et le Maroc a fait son choix. Reste à y mettre de la cohérence ».

Suivent neuf recommandations :

1- Il est essentiel d’accueillir les enfants à l’école dans leur langue maternelle. Chaque enfant doit maîtriser sa langue maternelle avant d’apprendre une langue seconde, afin d’éviter toute rupture linguistique précoce. L’école maternelle étant davantage destinée à apprendre des compétences transversales que la lecture,

l'écriture et le calcul, l'enfant ne doit pas souffrir de barrière linguistique à « l'apprentissage de la vie ».

2- Faire des langues maternelles dès le préscolaire puis dans les premières années du primaire, la langue d'enseignement pour l'acquisition de savoirs fondamentaux.

3- Codifier l'arabe marocain en veillant à établir des passerelles avec l'arabe classique.

4- Déployer rapidement l'enseignement visant la convergence entre arabe parlé et arabe écrit, dans des écoles pilotes avant de passer à la généralisation.

5- Le pragmatisme économique doit orienter le choix des langues pour une meilleure employabilité, une meilleure insertion dans le monde du travail. Pour cela, il faut renforcer de manière très significative l'enseignement des langues étrangères, dès l'école primaire.

6- Mettre fin à la situation actuelle qui prévoit l'enseignement des disciplines scientifiques en arabe dans le secondaire et en français dans le supérieur. Il convient absolument qu'il y ait une continuité linguistique sur l'ensemble du cursus, du secondaire au supérieur.

7- Pour mieux s'insérer dans un monde globalisé, où la place de l'anglais est prépondérante, l'anglais devrait devenir la langue principale d'enseignement technique et scientifique.

8- Elargir l'offre des langues étrangères aux langues internationales d'avenir : espagnol, portugais, mandarin, etc.

9- De façon générale, il faut améliorer la pédagogie de l'apprentissage des langues pour que les élèves sortent de l'école avec un niveau solide qui privilégie la compétence de communication. Renforcer l'enseignement des langues par l'utilisation d'outils didactiques et le e-learning.

On le voit, les recommandations reprennent dans l'ensemble les recommandations de la Charte de l'Education de 1999. Il est tout autant question de la place à donner à l'enseignement des langues étrangères/internationales comme matières ou comme médium (français, anglais et espagnol principalement)

que de la question de la place des langues maternelles dans les premières années de la scolarisation. Ce focus sur l'importance d'enseigner en langue « internationale » est argumenté sur un plan pragmatique comme outil indispensable à l'ouverture du pays et à l'ancrage dans la modernité et est justifié par le fait que c'est l'une des raisons qui poussent les familles à opter pour l'enseignement privé quel qu'en soit le coup puisque tout le monde sait que c'est la clef pour les débouchés professionnels. Il est intéressant de constater que c'est l'anglais et non le français qui doit devenir la langue principale de l'enseignement technique et scientifique.

La teneur des communications présentées dans le panel 2 du Colloque révèle des positions assez différentes en fonction des intervenants. Certains comme le linguiste A. Bentolila (Université Paris-descartes) entérine toute idée d'apprentissage en arabe classique/standard et semble plus préoccupé par la façon d'introduire le français après les langues maternelles tandis qu'A. Boukous (IRCAM) plaide pour une plus grande présence de l'anglais. A. Chekayri (Université Al-Akhawayn) défend, comme A. Youssi, le recours à l'arabe médian pour que l'enfant prenne confiance en lui, et voit les ponts entre l'arabe dialectal et l'arabe standard moderne. Il se réfère à des recherches qui montrent que les enseignants utilisent la *darija* dans leurs explications orales. De ce fait la reconnaissance de la *darija* comme langue potentielle d'enseignement ne serait pas forcément une rupture mais plutôt une adaptation à des pratiques non dites.

## 2.2 Une polémique médiatique stérile ?

Les recommandations de la Conférence apparaissent donc relativement prudentes, diversifiées et pouvant donner lieu à un débat argumenté. L'idée de réinsérer les questions linguistiques dans le contexte plus général du système éducatif marocain et de ne pas en faire la seule cause de l'échec de ce système semblait également bien venue ; la question du rapport public-privé demeurant crucial.

Mais suite à une interview de Nourredine Ayouch le 13 octobre 2013 dans Akhbar al Yom, quotidien arabophone<sup>3</sup>, c'est principalement l'idée de « faire de la *darija* une langue d'enseignement » qui va polariser l'attention. Ce n'est pas la première fois que N. Ayouch fait des déclarations dans la presse beaucoup moins prudentes que les recommandations de sa Fondation. En mars 2013, lors d'une rencontre de la Fondation portant sur le thème de « La *Darija* et la créativité artistique et littéraire » dans un article de Khadija Skalli intitulé « La *darija* doit être enseignée à l'école »<sup>4</sup> paru dans le Soir Echo du 25 mars, à la question « Faut-il, d'après vous, introduire la *darija* dans l'enseignement ? » il répond :

« Oui. Il faut promouvoir cette langue. *Elle doit être enseignée à l'école et être la langue d'enseignement, dès les premières classes jusqu'aux bancs de l'université./.../* »

Dans l'entretien à Akhbar al Yom, intitulé « [Noureddine Ayouch : L'enseignement de base doit être dispensé en darija, et notre modèle d'enseignement est l'un des pires au monde](#) », beaucoup de questions sont abordées et le propos sur la question linguistique est plus retenu :

**Q – Quid de la question de la langue ?**

**R** – « Vous posez là une question grave /.../ *Nous considérons que la première langue d'apprentissage doit être la darija, l'arabe dialectal, et puis après les autres langues seraient progressivement introduites. Quant à l'anglais, c'est la langue de l'avenir et, dans les 20 prochaines années, elle devra peu à peu remplacer le français /.../* »

C'est donc suite à ces déclarations que la polémique va enfler, relayée par des dizaines de chroniques et articles dans les journaux, des prises de positions sur les blogs, une émission de TV sur Média1 le 21/11 avec le journaliste Moukhtar Laghzoui de Ahdath Maghrebiya, le linguiste Khalil Mgharfaoui, directeur du

<sup>3</sup> <http://www.panoramaroc.ma/fr/noureddine-ayouch-lenseignement-de-base-doit-etre-dispense-en-darija-et-notre-modele-denseignement-est-lun-des-pires-au-monde/>

<sup>4</sup><http://www.lesoir-echos.com/%E2%80%89la-darija-doit-etre-enseigne-a-lecole%E2%80%89/societe/69474>

Centre de la Promotion de la *Darija* de la fondation Zakoura et le linguiste Mousa Chami du Comité de Défense de la langue arabe et enfin l'émission du 27/11 sur TV2M où l'historien Abdallah Laroui qui est déjà monté au créneau dans les colonnes d'Ahdath Magrebiyya s'oppose à un enseignement en darija. En décembre 2014, un mémorandum de 14 p. regroupant des signatures de diverses personnalités politiques très connues énumèrent les préalables politiques de toute réforme de l'enseignement. Cette initiative est présentée comme un « nouveau front contre le projet de la darija porté par Ayouch » dans *Akhbar al Yom* du 19/12/2013 : « Des personnalités du monde politique, culturel et associatif annoncent la production d'un mémorandum reflétant leur vision d'une réforme de l'enseignement au Maroc. /.../ Ces personnalités sont d'anciens dirigeants du mouvement national, des leaders de l'Union des étudiants du Maroc, des doyens de facultés... et ces gens ont tenu à revêtir leur mémorandum d'un caractère politique en faisant appel à des grands noms de la scène publique marocaine /.../ Le document n'évoque pas directement la darija, mais insiste sur l'arabisation de l'enseignement, en parallèle au développement et à la modernisation de la langue arabe et de la langue amazigh et à l'ouverture sur les langues les plus parlées dans le monde. Les auteurs du mémorandum ont sciemment ignoré le débat sur la darija, à leurs yeux stérile, pour verser dans une réflexion rationnelle et de nature réformatrice »

Stérile le débat sur la darija ? Oui en grande partie car la plupart des propos relayés par les médias sont caricaturaux, reproduisent des idées stéréotypées sur les langues et certaines attaques portaient plus sur la personnalité de N. Ayouch que sur le contenu des propositions comme le souligne Khalil Mgharfaoui à juste titre<sup>5</sup>. Dans la plupart des cas ces débats n'ont pas abordé les questions de fond à savoir quel serait exactement cette *darija* utilisée à l'école : une variété standardisée tendant vers un arabe médian ou bien vers des variétés plus

---

<sup>5</sup> <http://www.leconomiste.com/article/916568-n-ayez-pas-peur-de-l-volution-la-darija-c-est-l-arabe-volu-par-khalil-mgharfaoui#sthash.z8ApmDyy.dpuf>

dialectales ? Faut-il tracer une frontière nette entre darija et fusha et où placer le marqueur de cette frontière ?

Et les opposants s'amuse en imaginant un enseignement en darija calqué sur 'la langue de la rue', tel ce texte posté sur facebook :

لويزة ديال لقراية  
نيابة ديال كازا لي مشا ماجا  
لمغريب زطاقاطاق

## لمتحان ديال العربية : ديال النانيه كوليج

قرا لعمار تاع بوك هاد سوجي مزيان

كان واحد الساط غدي معا عشيرو ، بانت لبهم واحد القوقه فجبية لخراند الشاريع ، بغا يقطع لجيبها زكل بوه طرامواي ، عند مو الزهر صحابيو شدو ف تيرنير مينوت ، خونا فانه يصحاب ليك تسوق ، ثم كايباير و كيبز فيديه ، وقتت صطافيط نزل منها واحد ليوليسي ، كال ليه : تا مال البرهوش لي ولدك كاتخرج فعينيك و فكرشك ، را طرامواي هادا را عندو سكة البيهيمه ، الساط ديالنا معا كان هاز معه لحشيش ، هبط كواريه و بدا 'يرطب فالهضرة ، ما جا فين اسالي مع الواشمة حتى لقا الساطة طلعات لطارامواي

### لفهامات

- اسئلة باش نشوف واش فهمتي شي \*\*\*\*\* فيهاد النص :
- 1) علاش خونا فانه كان زربان فاش بغا يقطع الشاريع ؟
- 2) مالو بنا يرطب فالهضرة ملي وكفو عليه صحاب الحال ؟
- فسر لنا هاد التوشيات : ( ساط ) ، ( قوقه ) ، ( الواشمة )

### زكي لهضرة

- صرف لنا هاد الجوملة ف (شحال هادي) و ف (حتى لمن بعد)
- " ليوم حلقت على المصيريف و ناير معا التيتيرة ديلي نتلاقو "
- عرب لنا هاد العيبة:
- " برمت جوان أنا و عشيري، ساعة صدقات جرتوكة "

### جيب يافم و تحول

كنتي ناير معا الساطة و ما عندكش برتوش ، عاود لنا فخمسة ديال السطورة

ROURNAT

Plus sérieusement, si tout le monde semble plus ou moins d'accord sur la nécessité de réformes et sur le fait que le système éducatif marocain doit s'ouvrir à

l'international, donc au renforcement de l'enseignement des langues « étrangères » il reste à définir la place de ces langues étrangères. Beaucoup d'opposants considèrent que la rhétorique sur la nécessité d'enseigner les langues maternelles est en fait un paravent pour justifier totalement l'éradication de l'arabe fusha au profit des langues comme le français et l'anglais.

Toute cette histoire a été interprétée comme un ballon d'essai du makhzen qui ensuite aurait un peu reculé publiquement en annulant entre autre une rencontre sur ce thème à université Al-Akawayn et à Kénitra selon alyaoum 24. Mais malgré ses outrances, ses lacunes et ses dérives, ce débat indique que le discours public évolue lui aussi : un peu plus de linguistes et d'universitaires (en dehors de gens comme Mourad Alami qui s'expriment depuis longtemps sur ces questions) ont défendu ouvertement l'idée qu'il fallait absolument rapprocher la langue d'enseignement des pratiques réelles et quotidiennes des Marocains à l'instar de Khalil Mgharfaoui, Chekayri ou Leila Lafqi qui s'est exprimé à ce sujet sur son site facebook. De même, on note que les militants amazighs sont montés au créneau pour défendre l'initiative de la fondation. Le Doyen de l'IRCAM, A. Boukous a, comme en 2010, participé au Colloque en tant qu'un des orateurs invités ; le chercheur Assid a publiquement soutenu N. Ayouch contre A. Laroui dans *Ahdath Maghrebiyya* le 8/12/2013 et également dans *As-Sabah* le 26/11/2013 ; et dans une tribune en arabe sous la plume de Hassan Zuhur<sup>6</sup> le Congrès mondial amazighe est également intervenu pour défendre la darija :

الدارجة المغربية تفضح الارهاب الفكري لبعض مسؤولي الاحزاب المغربية

Depuis, la fondation Zakoura continue d'organiser des rencontres comme en avril 2014 sur les dictionnaires en arabe marocain pour capitaliser le savoir lexical en la matière. Sur le web, partisans et opposants continuent au mieux de dialoguer, au pire de s'insulter et l'on note la création de nouveaux sites web pro-darija dont

---

<sup>6</sup> [http://www.amazigheworld.org/arabic/studies/index\\_show.php?id=3793](http://www.amazigheworld.org/arabic/studies/index_show.php?id=3793)



certaines regroupent des Marocains en diaspora et aussi des Algériens qui veulent militer plus activement pour la défense de la *darija* comme :

*Darija à l'école/ Outils des défenseurs de la langue darija* (157 membres)<sup>7</sup> qui semble avoir été créée par un Oranais (Hafid Benhadriya) ou *Darija en force*<sup>8</sup> avec des membres en diaspora et des propositions de dictionnaire méthode pour apprendre l'arabe marocain ou des émissions web médicales en *darija* comme *سال الطيب قبل لمجرب* Sal Tbib 9bel lemjereb de Nawfel Chana



### 3. Des pistes à creuser

A ce stade d'un narratif bien établi qui fait presque objet d'histoire officielle aujourd'hui, trois questions me semblent devoir être creusées :

a) Remonter en amont des années 1990-2000 pour voir quelles ont été les origines plus lointaines du mouvement en faveur de la *darija* : les prémisses, les éventuelles interactions et passerelles avec la mouvance amazighe, quand, où, dans quelles revues ? quelles circulations entre Algérie, Maroc et Tunisie. S'agit-il de mouvement à base nationale uniquement ou bien pan-maghrébin ? Est-ce qu'au tournant de l'indépendance il y avait des voix marocaines pour cette valorisation de l'arabe marocain comme cela a existé en Egypte et au Liban par ex. avant d'être momentanément étouffé par pan-arabisme et nassérisme. Pour le Maroc, on connaît nos collègues d'AMAPATRII qui pendant longtemps sont restés très discrets mais qui défendaient depuis longtemps l'idée d'utiliser les ressources

<sup>7</sup> <https://www.facebook.com/groups/kulij>

<sup>8</sup> <https://www.facebook.com/groups/440504326050008/>

de la langue maternelle dans l'enseignement (voir aussi le Colloque Agadir de GREAl de 1994 avec la longue introduction de Amsider)

b) Etudier l'histoire du mot *darija* au Maroc. A partir de quand et par qui le mot *darija* s'est popularisé et définitivement imposé dans le débat public ? A-t-il toujours été employé pour désigner la koiné marocaine vis-à-vis des lehjat, les dialectes locaux. Pourquoi le terme *lmghribiya* utilisé par Benchemsi et Reda allali mais aussi Mourad Alami n'a pas vraiment pris. Il est important de retracer l'histoire de ce label puisque nommer c'est catégoriser.

c) Approfondir le rapport entre processus d'urbanisation/scolarisation et développement d'un mouvement en faveur de la promotion de l'arabe marocain. Pour qu'il y ait vernacularisation il faut bien qu'il y ait une classe de plus en plus large de 'lettrés'. Au Maroc, même si l'arabisation du système scolaire est considérée comme un fiasco, il y a bien eu démocratisation de l'enseignement et arrivée d'une nouvelle classe de lettrés arabisants. Sont-ils tous farouchement opposés à la promotion de la *darija* ou sont ils consciemment/inconsciemment aussi moteurs de ce changement dont les grandes voix publiques sont actuellement mais pas exclusivement plutôt francophones ? Je serais tentée de dire avec A. Youssi que la *darija* c'est effectivement en grande partie cet arabe marocain moderne plus ou moins médian qui peut potentiellement être perçue comme une variété 'noble', acceptable sans exclure les diversités dialectales locales.

### **Conclusion**

La valorisation de l'arabe marocain se déroule en grande partie de façon informelle et non officielle. Ce processus est justement possible du fait du contexte diglossique et du fait que le mot *arabiyya* inclue à la fois la fusha et la *darija*. C'est en obéissant à une demande d'arabiser ses programmes que 2M a largement contribué à l'emploi de la *darija* dans ses programmes (Miller 2013). La polémique soulevée par le Colloque Ayouch pose les questions suivantes :

1. Faut-il attendre que les pratiques se développent encore plus avant de légiférer/codifier ? En espérant/demandant l'institutionnalisation de la

darija comme cela a été fait pour l'amazighe, en demandant son emploi dans l'éducation est ce que l'on ne se précipite pas un peu (puisque dans le cas de la *darija* il n'y a pas l'urgence de sauver une langue en perdition). Ne vaut-il pas mieux attendre que l'utilisation de la *darija* se soit tellement généralisée rendant alors son institutionnalisation plus ou moins inexorable? Autre solution, continuer à appeler arabe un vaste contenu linguistique qui évolue au fil des temps, bref faire les choses sans réellement les dire ?

2. si on est dans la logique de défendre les langue maternelles, le terroir, et la régionalisation peut-on voir des processus menant à l'utilisation de différent dialectes locaux dans l'enseignement comme dans certains pays du nord de l'Europe (cf ; en Norvège avec le Nymorsk ; Jahr 2012)?

## BIBLIOGRAPHIE

- ACTES du Colloque International La langue, les langues, 11-12 juin 2010, Casablanca, Fondation Zakoura Education.
- ACTES du Colloque International sur l'éducation, Le Chemin de la Réussite, 4-5 octobre 2013, Casablanca, Fondation Zakoura Education
- BENITEZ FERNANDEZ M., MILLER C., DE RUITER J. J., & TAMER Y., 2013 – *Evolutions des pratiques et représentations langagières dans le Maroc du XXIème siècle*. Paris: L'Harmattan.
- CAUBET Dominique, 2005 – « Génération *darija* ! », *EDNA, Estudios de Dialectología Norteafricana y Andalusí* 9, Zaragoza, pp. 233-243.
- CAUBET D., 2008 – "From Movida to Nayda in Morocco : the use of *darija* (Moroccan Arabic) in the artistic creation at the beginning of the 3rd Millenium." *Between the Atlantic and the Ocean 7th International Conference of AIDA, Vienna (Austria), 6-9th September 2006, 2008*, pp. 113-124.
- CHEKAYRI A., 2011 – *An Introduction to Moroccan Arabic and Culture*, Washington DC: Georgetown University Press.

- DUCHÊNE A., & HELLER M., Editors, 2007 – *Discourses of Endangerment: Ideology and Interest in the Defence of Languages*. London: Continuum.
- ELLINGTON A., 2013 – Darija and changing writing practices in Morocco *IJMES* 45:715-730
- HAERI N., 2003 – *Sacred Language, Ordinary People. Dilemmas of Culture and Politics in Egypt*. New York: Palgrave.
- LAROUÏ Fouad, 2011 – Le drame linguistique marocain, Casablanca, Le Fennec.
- MILLER C., 2013 – "Du passeur individuel au « mouvement linguistique » : figures de traducteurs vers l'arabe marocain," in *Dire en langue : des passeurs au quotidien* Edited by M. Achour. Tunis-Paris: IRMC-Karthala.
- POLLOCK S., 2006 – *The Language of the Gods in the World of Men: Sanskrit, Culture and Power in Premodern India*. Berkeley, University of California Press.
- YOUSSE Abderrahim, 1992 – *Grammaire et Lexique de l'arabe marocain moderne*. Editions Wallada, Cassablanca.
- YOUSSE A., 1995 – The Moroccan triglossia : facts and implications. *International Journal of the Sociology of Language* 112:29-44.